

« C'est la faute de Sharon », par Ami Ayalon

Article paru dans Le Figaro, édition du 17.12.05

L'ancien chef des services de sécurité intérieure israéliens (le Shin Beth) livre son analyse au « Figaro ». Ami Ayalon est coauteur d'un appel en faveur de «Deux États pour deux peuples». Il pourrait être le prochain ministre de la Défense en cas de victoire des travaillistes aux législatives de mars prochain.

Le Figaro. - Que pensez-vous du succès du Hamas aux municipales en Cisjordanie ?

Ami AYALON. - C'est le résultat de la politique d'Ariel Sharon. Une grande majorité de Palestiniens est convaincue que la voie des négociations incarnée par le Fatah depuis quinze ans a échoué. Pour eux, le retrait de Gaza n'a été possible que grâce à la violence qui nous aurait poussés à partir. Voilà pourquoi le Hamas est en progression spectaculaire.

Est-ce à dire qu'il ne fallait pas se retirer de Gaza ?

- Bien sûr que non. Mais en Cisjordanie, il ne faudra pas perdre de temps et leur laisser croire qu'ils nous auront forcés à faire des concessions. Le calendrier est très important.

Pensez-vous que le Hamas l'emportera aux législatives palestiniennes du 15 janvier ?

- Non. Ils seront très puissants au Parlement mais ils ne voudront pas prendre la responsabilité de l'exécutif. Ils veulent suivre la voie du Hezbollah au Liban : participer au pouvoir sans désarmer. Peut-être pourront-ils aider l'Autorité palestinienne à contrôler Gaza. Ce serait une bonne chose parce que si ce n'est pas le cas, les Palestiniens ne mériteront pas d'avoir leur propre État. De toute façon, ce n'est pas à Israël de décider qui les Palestiniens choisiront comme dirigeants. Nous avons essayé d'influencer leur choix sans succès depuis trop longtemps. Nous sommes assez forts pour traiter avec ceux qui seront choisis.

En quoi l'approche du Parti travailliste de la question palestinienne serait-elle différente de celle de Sharon ?

- Il faut être très clair et cesser les ambiguïtés. Nous poursuivrons la construction du mur de sécurité le plus vite possible tout en avertissant les colons qui se trouvent à l'est de la clôture qu'il leur faudra partir. Un programme de compensation à leur intention sera mis en route. Il faut lancer un signal à l'ensemble du Proche-Orient et dire : voici ce que nous sommes prêts à faire dans le cadre des deux États et où sont nos lignes rouges. Il ne faut surtout pas donner l'impression de céder à la violence.

Appliquerez-vous la «feuille de route» ?

- La «feuille de route» est un piège doré. Elle permet à ceux qui ne veulent rien faire de faire porter la responsabilité de l'immobilisme sur les Palestiniens. L'Autorité palestinienne, par exemple, n'a pas les moyens, aujourd'hui, de désarmer le Hamas. Il ne faut pas se contenter de la «feuille de route» mais agir indépendamment pour permettre la constitution de l'État palestinien. Si nous achevons la clôture de sécurité, ce sont les Palestiniens qui auront intérêt à négocier.

Comment combattre le terrorisme ?

- Je ne suis pas opposé aux éliminations ciblées d'activistes à condition qu'elles soient bien ciblées et ne visent pas des parents ou des proches. Nous ne pouvons pas confier notre sécurité à l'Autorité palestinienne. Mais il ne suffit pas de tuer les terroristes, encore faut-il faire en sorte que l'on ne devienne pas terroriste.

Propos recueillis par Pierre Rousselin

Tous droits réservés – Le Figaro.